N° 52. MERCREDI. 1er JUILLET 1835.

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

JOURNAL
DE LA VILLE
ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

ESPAGNE. — *Aranjuez*, 20 *juin*.

M. de Toreno n'a pas encore quitté cette résidence royale. Il reçoit ici ses collègues qui viennent de la capitale pour délibérer avec lui sur les affaires publiques. M. Garcia Herreros a eu hier une longue conférence avec le premier ministre. Bien que rien n'ait transpiré sur cette conférence officielle, on croit savoir cependant que la pensée dominante de tous les membres du conseil est l'intervention. L'Espagne est sans doute assez forte par elle-même, pour terrasser matériellement ses ennemis, mais pour lui donner cette conscience de sa force qui seule garantit le succès, on demandait aux cours alliées une simple démonstration ; mais une démonstration qui eût un caractère officiel. La coopération directe, quand elle se fût même bornée à l'occupation militaire de certains points, aurait été plus avantageuse que l'envoi de volontaires en général exaltés, et dont la discipline et la subordination sont problématiques.

On avait quelques titres à attendre mieux de la France, et l'on pensait qu'elle aurait saisi avec empressement l'occasion offerte de réparer ses torts de 1823. Loin de nous en exprimant un regret, la pensée que l'Espagne constitutionnelle ne puisse lutter avec avantage contre les factieux : chacun est persuadé au contraire que don Carlos ne pourrait arriver à Madrid que par trahison : mais qu'à coup sûr jamais l'enthousiasme populaire ne l'y portera. Mais il importait que le moral de notre armée fût relevé, et l'intervention directe de la France était le seul baume qui pût cicatriser la véritable plaie de l'Espagne : les soldats français auraient été salués comme des libérateurs, comme des frères, et l'ennemi découragé n'aurait osé plus long-tems se mesurer avec un gouvernement si fortement appuyé.

Tous les détails de la conspiration carliste découverte dans la capitale et qui devait éclater le jour de la Fête-Dieu, ne sont pas encore connus; il paraît que ce complot avait été habilement conçu ; une foule d'individus ont été déjà arrêtés, un grand nombre de suspects se trouvent encore compromis. 200 hommes revêtus de l'uniforme de la milice urbaine devaient, à un signal donné, faire feu sur la troupe de ligne ; celle-ci, surprise par une attaque aussi imprévue, se serait sans doute mise en mesure pour riposter. La fusillade se serait engagée, la mêlée alors serait devenue terrible ; on voit que ce calcul infernal n'était pas sans adresse. Tout s'est bien passé ; les conspirateurs déconcertés par la vigilance de la police, n'ont pu faire aucune démonstration et la procession s'est faite sans aucun incident. Ce qui étonne le plus dans cette coupable machination, c'est l'audace qui présidait au complot. Conçoit-on que les carlistes avaient choisi pour exécuter leur plan, le jour même où 6000 hommes au moins devaient être sous les armes, le jour même où une sorte d'armée, cavalerie, artillerie, infanterie, était rangée en bataille dans les rues de la capitale?

Le général Cordova se dispose à quitter Madrid, il doit retourner dans les provinces. On parle toujours du remplacement du général Valdès dont on ne désigne cependant pas officiellement le successeur. Les trois officiers supérieurs dont on parle le plus, sont: les généraux Saarsfield, Murillo et Alvarès. Alvarès commande actuellement à Sarragosse. L'opinion la plus répandue est que cette haute position de général en chef est destinée à Murillo.

L'ambassade de Londres n'est pas encore donnée, et la voix publique désigne pour remplir ce poste éminent, le duc d'Osania, le duc de San-Lorenzo et Campuzano.

L'acceptation du général Alava et celle de M. Mendizabal ne sont pas douteuses, quoique le gouvernement n'ait pas encore reçu leur réponse officielle.

M. de Toreno doit se rendre demain à Madrid : ministre des finances *ad interim*, il a plusieurs signatures à donner.

Les nouvelles de la Navarre sont peu rassurantes. Valdès s'est retiré sur l'Ebre. Le courrier de Bilbao a manqué hier; mais des correspondances de Vittoria portent que le siége a été levé, et que les factieux, en signe d'adieu, avant de quitter le voisinage, ont lancé plus de deux cents grenades dans cette ville qui a beaucoup souffert. Valdès a laissé à Vittoria 4000 hommes de garnison, de sorte que cette ville et Bilbao pourront résister long-tems aux attaques.

M. Zarco del Valle, ex-ministre de la guerre, a quitté aujourd'hui la capitale pour passer une revue d'inspection de l'armée du nord ; il est accompagné des brigadiers marquis de Villa Campo, y Cortinès, et des colonels Manuel Rosalès, Lucas de Velasco, et Joaquim Borras. Un bataillon a quitté Madrid dans la nuit, se portant sur le village de Girafe, où la conspiration carliste avait, dit-on, quelques ramifications. On voit que l'autorité redouble de vigilance, et que les embarras de la guerre ne l'empêchent pas d'assurer le maintien de la tranquillité intérieure.

Le manifeste du nouveau cabinet est toujours attendu. On dit, dans quelques cercles, qu'il ne paraîtra pas seul, et la *Revista Mensagero* assure même qu'il sera précédé par la publication d'un compte rendu, adressé par M. Martinez de la Rosa, à la nation espagnole. S'il faut en croire le même journal, cet homme d'état remplacerait à Londres le général Alava.

Le gouvernement a fait afficher à la bourse l'ordonnance royale de Londres qui suspend le bill d'enrôlement ; mais quelles que soient les démonstrations indirectes de l'alliance anglo-française, l'opinion générale est qu'une coopération directe suivra ces préliminaires.

M. de Rayneval reçoit ce soir : le corps diplomatique se pressera dans ses salons.

A dix heures M. de Toreno a été mandé par la reine.

ALLEMAGNE. — *Francfort*, 20 *juin*.

Si l'on peut croire les bruits qui courent, la diète germanique doit s'occuper des affaires du Luxembourg, aussitôt qu'elle reprendra ses séances ordinaires. On assure que les délibérations à ce sujet étaient tellement avancées avant les vacances de Pâques, que la décision ne peut plus guère se faire attendre. Le retour du comte de Munch-Bellinghausen, annoncé pour le commencement de juillet, est dit-on encore retardé ; l'envoyé de Prusse, le baron de Nagler, ne pourra donc pas encore partir.

(*Mercure de Souabe.*)

Du 23. — On écrit des bords de la Vistule, le 11 juin :

« On se flatte de l'espoir que la réunion prochaine des trois grands monarques ne sera pas sans une influence bienfaisante pour le sort de plusieurs personnes qui se sont compromises dans la révolution polonaise de 1830. On espère notamment que le prince N. Radziwil, contre lequel on a, de même que contre le général Krukowicki, prononcé le bannissement et qui vivent dans un endroit de la Russie qui leur a été assigné pour résidence, obtiendront la permission de revenir dans leur patrie. Une haute intercession aurait été sollicitée par la famille du premier et lui aurait été promise.

» Les routes des provinces occidentales et méridionales de la Russie qui conduisent en Pologne, sont encombrées de troupes russes de toute arme qui se rendent au camp de Kalisch. Le gouvernement a pris tant de mesures pour leur cantonnement aux diverses étapes que l'on ne se plaint nulle part des charges. » (*Id.*)

Du 24. — On assure que le comte Munch-Bellinghausen, attendu très-incessament ne fera ici qu'un séjour de courte durée. Sa présence, dit-on, est nécessaire pour l'installation du nouveau ministre de Prusse et pour la publication de quelques dispositions de la diète déjà prêtes à être promulguées. De ce nombre est la loi qui a pour but l'application d'une législation uniforme et générale en matière de presse pour tous les états de la confédération germanique. Le comte repartira pour Vienne, d'où il se rendra sans doute soit à Carlsbad, soit à Tœplitz avec le prince de Metternich, dont il est le bras droit, afin d'assister aux conférences que vont faire naître entre les trois puissances du Nord les nouveaux événemens dont l'Espagne va devenir le théâtre. De retour à son poste pendant l'hiver, le président de la diète ne manquera pas d'instructions à communiquer à la confédération, afin d'engager les états allemands à ne point séparer leur politique de ce qui sera concerté d'un commun accord entre l'Autriche, la Prusse et la Russie.

AUTRICHE. — *Vienne*, 16 *juin*.

Hier, après la cérémonie de l'inauguration, l'empereur a reçu à Schœnbrunn le prince de Metternich et le comte Kolowrath. S. M. a prononcé son discours aux états d'Autriche, d'une voix forte et avec une expression solennelle. Le moment de la prestation du serment était on ne peut plus imposant. Lorsque quelques dignitaires eurent prêté serment, S. M. s'adressant à tous les députés, leur dit : c'est assez, messieurs. Malgré la foule immense qui circulait, l'ordre le plus grand a régné partout. L'empereur compte rester à Schœnbrunn jusqu'à la fin du mois d'août; au mois de septembre, S. M. se rendra à Prague pour y être couronnée, après quoi elle se rendra probablement dans une ville de la Moravie ou de la Silésie pour se réunir à l'empereur de Russie et au roi de Prusse. On ne pense pas que les affaires d'Espagne fassent le sujet principal de cette entrevue, car on est certain que l'intervention française n'aura pas lieu, et l'on pense que le sort de l'Espagne sera décidé avant la réunion des monarques Il paraît que la question hollando-belge et les différends entre la Porte et le vice-roi d'Egypte donneront lieu à des mesures sérieuses.

(*Correspondant de Nuremberg.*)

ANGLETERRE. — *Londres*, 25 *juin*.

Dans la séance d'hier de la chambre, lord Mahon a soutenu que l'esprit du traité de la quadruple alliance s'opposait à la levée de troupes que le gouvernement britannique permettait sur son territoire. Il a conclu à ce que l'ordonnance royale qui autorise cette levée, fût soumise à la chambre. Lord Palmerston a dit qu'il ne s'opposait pas à cette communication, et il a combattu les argumens du préopinant relativement à l'interprêtation du traité.

Quant à la question politique, il a soutenu qu'il était de la plus haute importance pour l'Angleterre de maintenir l'alliance existant entre la France, l'Angleterre, le Portugal et l'Espagne, et que cela dépendait du succès de la cause de la reine Christine, que sur ce traité reposait le maintien de la paix européenne, qui aurait pu être troublée par la différence de principes des divers gouvernemens.

Sir R. Peel a soutenu qu'en présence du traité le gouvernement anglais était bien obligé à fournir des armes, à laisser réparer les vaisseaux espagnols dans les ports d'Angleterre, mais qu'il doit s'abstenir d'un acte qui a pour conséquence une intervention directe dans les affaires intérieures d'une autre nation.

Lord Palmerston a soutenu de nouveau que l'autorisation de la levée de troupes en Angleterre n'était que la conséquence du traité de la quadruple alliance et des articles additionnels à ce traité.

On a passé ensuite à l'ordre du jour qui appelait la discussion du bill de réforme municipale.

FRANCE. — *Paris*, 24 *juin*.

Le siége de Bilbao va mettre en présence la plus grande portion des forces respectives des deux partis. La nécessité d'attaquer a contraint les carlistes à descendre de leurs rochers et à se risquer en plaine, comme la nécessité de se défendre a contraint Valdes et ses lieutenans à quitter leurs stations de repos, et à concentrer une partie considérable de l'armée sur le point menacé.

Une dépêche télégraphique annonce qu'Espartero et Iriarte sont entrés à Portugalette, qui est le véritable port de Bilbao, et se sont mis en mesure de ravitailler la place par cette voie.

Ce fait est de la plus haute importance, car la possession de Portugalette par les carlistes eût non seulement affamé Bilbao, mais eût empêché le débarquement des troupes et des armes de l'extérieur.

Les correspondances des journaux du midi confirment la marche de Valdès vers Bilbao, avec dix-huit mille hommes, et la belle résistance des habitans. Elles sont toutes d'accord aussi sur la réalité de la blessure de Zumalacarréguy. Bien que des lettres du quartier-général carliste assurent que cet accident est sans gravité et n'empêchera pas le général de commander les opérations, on ne peut se dissimuler qu'il n'ait produit un effet moral peu encourageant pour les troupes assiégeantes. Eraso n'est pas entouré de ce prestige de confiance qu'a pu faire naître le talent de Zumalacarréguy à se créer des ressources. Il le suppléerait donc sans le remplacer.

Les journaux de Madrid parlent d'une conspiration carliste découverte dans cette capitale, et de plusieurs arrestations opérées par suite de cette découverte.

Ils assurent également que les instructions données à M. de Rayneval, lui permettent de continuer ses fréquentes conférences avec la régente et avec Toreno sur l'intervention. La réponse du cabinet français n'a refusé l'intervention directe que pour à présent, en se fondant sur ce que l'Espagne peut triompher, par ses propres moyens, des difficultés actuelles.

Cordova a cru devoir publier une énergique protestation contre la mission qu'on lui supposait dans l'intérêt d'une transaction entre Christine et don Carlos. Ce général fait à cet égard la profession de foi la plus nette, et déclare qu'une semblable transaction serait la honte et le malheur du pays.

Les nouvelles du Portugal sont peu satisfaisantes. Les nouveaux ministres ne paraissent pas très-confians dans leur popularité, puisqu'ils croient devoir s'étayer sur celle de leurs prédécesseurs en promettant de ne rien changer absolument à l'administration de ces derniers. Alors à quoi bon les avoir éliminés? Il n'est que trop certain, par tout ce que l'on découvre chaque jour, que le changement du cabinet n'a été qu'une véritable intrigue de sérail.

L'affaire du mariage de la reine dona Maria s'embrouille de plus en plus. Les journaux allemands font partir le prince Maximilien de Leuchtenberg pour la Suède, où il séjournera plusieurs mois. Avec toute la bonne volonté possible, cette route ne le conduit pas à Lisbonne.

D'un autre côté les feuilles tories mettent en circculation une version nouvelle, d'après laquelle le prétendant actuel serait, non plus le duc de Nemours, mais un autre fils du roi des Français. Le tems seul nous dévoilera les mystères d'une négociation un peu trop exploitée, dans ce moment, par les nouvellistes affamés et qui prennent de toutes mains.

Un bruit assez ridicule s'est répandu à Lisbonne. Don Miguel, dit-on, aurait pénétré, sous un déguisement, dans cette capitale, à l'époque du mariage de la reine. Il se serait rembarqué après avoir acquis par ses propres yeux, la certitude de l'impopularité de sa cause.

En vérité, un tel fait, s'il était vrai, ferait peu d'honneur à la police portugaise. Passe pour la police doctrinaire de laisser circuler librement la duchesse de Berry et don Carlos dans toute l'étendue du royaume de France. Mais l'administration libérale du Portugal aurait dû être plus clairvoyante.

Aussi l'invraisemblance de la nouvelle nous la fait-elle regarder comme apocryphe.

— Une dépêche télégraphique de Bayonne, en date du 24, est ainsi conçue :

« Bilbao continuait à se défendre le 21 au soir.

» Les généraux Latre et Espartero sont arrivés à Portugalette à cinq heures du soir, avec 9,000 hommes, et à la pointe du jour ils devaient introduire des munitions dans la place.

» On assure que Iriarte, avec 6,000 hommes, et Valdès avec 18 bataillons, marchent sur Duragon. » (*Journal de Paris.*)

— Faudrait-il croire un bruit qui circule? Si le ministère français et lord Palmerston hésitent un peu dans l'exécution de leurs engagemens envers la reine d'Espagne, c'est que les ambassadeurs des grandes puissances leur ont déclaré qu'elles, à leur tour, enverraient des soldats à don Carlos, et qu'elles autoriseraient, en outre, la présence du duc d'Angoulême en Espagne. De là sans doute cette nouvelle singulière de la prochaine apparition de quelques-uns des membres de la famille exilée dans la Péninsule. Il faudrait supposer une bien grande faiblesse dans les deux cabinets de Londres et de Paris, pour croire qu'ils aient pu s'arrêter à de telles menaces; une simple déclaration de blocus peut faire considérer comme marchandise de contrebande toute espèce de secours fournis par les puissances à don Carlos, et comme les marines de France et d'Angleterre n'ont à craindre aucune autre marine, nous ne voyons pas ce qu'elles auraient à redouter dans un tel conflit. Il y aurait confiscation des neutres, et voilà tout.

Quant au débarquement d'un prince exilé, nous le répétons encore une fois, M. de Metternich est trop sage pour donner un prétexte plausible à la France, et l'autoriser ainsi à une intervention sérieuse, car elle deviendrait inévitable le jour où l'Espagne serait le foyer d'une contre-révolution. Si c'est le principe de l'intervention indirecte que les puissances veulent contester à la France, c'est une véritable moquerie, elles-mêmes se sont-elles beaucoup abstenues de fournir des armes et de l'argent à don Carlos? Nous aimons à croire qu'une telle observation n'a point été faite par le corps diplomatique, et surtout qu'elle n'a pas pu arrêter un ministère qui doit connaître les droits des gouvernemens et les intérêts du pays.

Du 25. — On parle de l'armement d'une flottille anglo-française qui irait, tant dans l'Océan que dans la Méditerranée, surveiller les côtes de l'Espagne, pour empêcher le débarquement de munitions et de renforts pour l'armée de don Carlos. Cette flotille combinée serait composée surtout de vaisseaux légers et propres à ce genre de surveillance. Les cabinets de Londres et de Paris s'occupent activement de la réalisation de ce projet. (*Impartial.*)

Du 26. — On a répandu cet après-midi avec une nouvelle affectation la nouvelle d'un ministère Molé. On croit que rien cependant n'est décidé, et que les bruits qu'on répand, en donnant la nouvelle comme certaine, ont pour objet d'amener une baisse, et de l'empêcher ainsi de se réaliser.

On a prétendu aussi qu'on avait reçu de Londres des communications importantes; suivant ce qu'on en rapportait, la diplomatie

serait instruite que le roi de Hollande aurait adressé aux cours du Nord un envoyé extraordinaire, pour leur demander de le laisser agir comme il l'entendrait, aussi bien qu'on laisserait agir la Belgique et la France vis-à-vis de l'Espagne.

Déjà hier soir il courait quelques bruits à peu près semblables.

— Selon le *Journal des débats*, les mesures suivantes auraient été définitivement adoptées dans le conseil des ministres tenu avant-hier aux Tuileries :

« La légion étrangère, forte de 5 à 6,000 hommes, qui doit être incessamment envoyée d'Alger en Espagne, recevra du gouvernement français trois mois de solde, ainsi que les munitions et les approvisionnemens convenables. Le général Desmichels en est nommé commandant. Plusieurs officiers supérieurs français seront désignés pour activer le recrutement en France. Un nombre considérable de Polonais, avec leurs officiers-généraux, sont, dit-on, tout prêts à s'enrôler. La France et l'Angleterre réuniront des forces navales considérables sur les côtes d'Espagne. La France est prête à mettre en mer trois vaisseaux de ligne, sept ou huit frégates et autant de bâtimens légers. L'Angleterre enverra, de son côté, au moins le même nombre de bâtimens. »

— A l'article du *Journal des débats* vous pouvez ajouter les faits suivans :

« Des ordres ont été expédiés hier à Toulon par le ministre de la marine. Aujourd'hui, en conséquence de ces ordres, des mouvemens maritimes ont dû avoir lieu dans ce port. Demain, on apprendra vraisemblablement le départ de plusieurs navires pour Alger et les côtes d'Espagne. Des ordres pareils ont été expédiés à Brest. M. le maréchal-de-camp Desmichels entrera comme lieutenant-général au service d'Espagne. Il conservera ce grade à son retour en France. Tous les officiers de la légion étrangère conserveront leur position dans l'armée française et seront même confirmés dans les grades qu'ils pourront obtenir au service d'Espagne. Il en sera de même pour les officiers de l'armée qui demanderont à S. M. l'autorisation de prendre du service dans les troupes de la reine. M. le colonel Gallois s'est engagé hier. »

— On écrit de Bayonne, 21 juin :

« Les carlistes, en attaquant la ville de Bilbao, ont trop compté sur leurs propres forces et sur la faiblesse de leurs adversaires. Il est vrai qu'en commençant l'attaque les carlistes étaient supérieurs en nombre à la garnison et à la milice urbaine de la ville ; presque toute l'armée régulière du prétendant, et plusieurs bandes assez bien armées, s'étaient jetées de ce côté pour s'emparer d'une position aussi importante. La population entière de Bilbao ne s'élève guère qu'à quinze mille ames, et le chiffre de la garnison a été fort exagéré : elle est tout au plus de quatre ou cinq mille hommes. Mais cette garnison est animée du meilleur esprit. La population, après avoir résisté aux intrigues carlistes, résiste aujourd'hui à la force. Les jeunes gens, les vieillards, tous ont contribué à réparer et à augmenter les fortifications de la place. Aussi les attaques des carlistes ont été repoussées ; plusieurs sorties ont fait éprouver à l'ennemi des pertes considérables, et nous apprenons qu'hier la ville continuait à se défendre avec toute chance de succès. Des troupes de Bilbao pourront prendre l'offensive contre les carlistes affaiblis, aussitôt que les munitions leur seront arrivées de Portugalette. Le mouvement du général Latre, dont on a parlé hier, a pour but de faciliter l'entrée de ces munitions dans la forteresse.

» Valdès est parti le 17 de Vittoria. Il n'est pas vrai que sa marche soit entravée par les carlistes. Il a pensé que, pendant sa marche vers le nord, les carlistes qui assiégent la place, pourraient se trouver vers le midi, et rendre difficiles les communications entre la Biscaye et Vittoria. Au lieu d'avancer en personne vers Bilbao, il a envoyé de ce côté le général Latre et d'autres officiers supérieurs, avec des forces assez considérables. Le résultat de ces expéditions sera d'affaiblir les carlistes assiégeans, qui le sont déjà par les attaques contre Bilbao. Si la garnison et Latre parviennent à chasser les carlistes, Valdès, se trouvant sur leurs derrières, coupera la retraite de l'ennemi. Au besoin, il marchera lui-même pour secourir Bilbao ; les carlistes alors seront trop affaiblis pour tenter une expédition vers le midi. Ils se verront obligés de se disperser dans les montagnes. Tel est le nouveau plan de campagne du général Valdès. »

Du 27. — La mort de Zumalacarréguy donne une nouvelle face aux affaires du parti carliste en Espagne. On ne peut nier que cet homme n'eût acquis par des talens et des services incontestables un grand ascendant sur les bandes indisciplinées de don Carlos. A force de discipline et à l'aide de quelques avantages remportés sur les troupes régulières de la reine, il était parvenu à exalter ses troupes à leurs propres yeux, et à former un corps d'armée organisé et compact, avec lequel il avait enfin osé entreprendre la guerre de plaine et attaquer une place considérable selon toutes les règles de la tactique.

Soyons justes, un tel résultat ne pouvait être obtenu que par un chef habile et fertile en ressources.

Sa perte sera donc beaucoup plus sensible à son parti que ne veulent le faire entendre nos feuilles légitimistes. Nous ne voyons, à son défaut, qu'un seul homme désigné par sa position et ses antécédens pour recueillir l'héritage de ce général, c'est Eraso. Mais quelle différence ! l'armée de la reine saura-t-elle en profiter ?

Par compensation à la nouvelle de la mort de Zumalacarréguy, on a mis en circulation, à la bourse, celle de la reddition de Bilbao aux troupes de don Carlos.

La dépêche télégraphique, affichée cette fois de bonne heure, ne dit pas un mot de cet événement. Il est donc permis encore d'en douter, bien qu'on doive le regarder comme dans l'ordre des probabilités.

Il est assez étonnant que la dépêche se taise entièrement sur la marche de Valdès, dont on annonçait les progrès dans les précédentes. Quelques informations tendraient à faire croire qu'il a de nouveau rétrogradé, soit défaut de tactique, soit mauvaise disposition de ses troupes. On parle aussi de nouveau du remplacement de ce général par Espeleta. En vérité, cela ne vaudrait pas la peine.

(*Temps.*)

— A une heure et demie la dépêche ci-dessous a été affichée à la bourse, par ordre de M. le ministre de l'intérieur :

« Bayonne, 27 juin 1835.

» Zumalacarréguy est mort le 25, à onze heures du matin, des » suites de sa blessure. »

— La nouvelle du débarquement de l'expédition ottomane à Tripoli a produit une vive sensation et quelque étonnement à Paris et à Londres, cela explique les armemens nouveaux qui se préparent à Toulon et à Malte. La marine va prendre un vaste développement ; on commence à entrevoir toute la portée de la politique russe, et les tromperies qu'elle emploie pour déguiser sa marche ambitieuse. La Turquie n'est aujourd'hui que l'avant-garde de la Russie ; ses projets sur l'Egypte, sur Tripoli et même sur Alger sont inspirés par les insinuations du cabinet de Saint-Pétersbourg ; la Russie menace l'Inde par la Perse, et c'est par la Turquie qu'elle veut envahir le commerce de la Méditerranée.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg va lentement dans ses projets, mais il y arrive. Avec ses grandes idées et sa générosité, chaque demi-siècle il conquiert quelque million de sujets ; l'argent seul lui manque, et voilà pourquoi son œil se porte sans cesse sur les provinces commerciales et riches du midi. La Méditerranée commence à se couvrir de vaisseaux russes ; ils ne se renferment plus seulement dans la mer Noire. Certes, ces vaisseaux sont peu de chose pour la marine anglaise et française, et le jour où il faudra en finir le conflit ne sera pas de longue durée ; toutefois, la présence de tant de navires sous le pavillon du czar dans la Méditerranée, et de l'escadre ottomane, a nécessité des armemens nouveaux, et une dépêche télégraphique adressée au préfet maritime à Toulon, lui ordonne de tenir en commission tous les navires de guerre disponibles.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 1^er^ *juillet.*

La cour supérieure provisoire de justice du grand-duché de et à Luxembourg a, par arrêt du 25 juin 1835, ordonné que les assises de ce grand-duché, pour la *première* session de cette année, s'ouvriront dans la ville de Luxembourg, le lundi, 13 juillet suivant, à neuf heures du matin, sous la présidence de monsieur le président du tribunal de première instance audit Luxembourg.

— M. Stifft, référendaire intime de S. M. le roi grand-duc pour les affaires du Luxembourg, est arrivé hier, dans l'après-midi, en cette ville.

— Le 25 de ce mois, S. Exc. le lieutenant-général commandant le grand-duché, a passé en revue la compagnie de maréchaussée et a décerné, au nom de sa majesté le roi grand-duc, la croix en bronze, pour service fidèle à S. M., à M. le capitaine Linard, à M. le lieutenant Delcommune, ainsi qu'aux hommes de la compagnie dont les noms suivent :

Le maréchal-des-logis, Duvivier ; le brigadier à cheval Mouton ; les brigadiers à pied, Lefèvre et Peiffenschneider ; les brigadiers honoraires, Gasch, Duhameau et May ; les maréchaussées à cheval, Limpach et Nicolas.

La correspondance particulière de Bruxelles, publiée par le *Journal de La Haye*, contient des détails très-intéressans sur les intrigues qui ont eu lieu à Bruxelles relativement à l'intervention, projetée en faveur de la reine d'Espagne ; nous en citerons quelques passages, datés de Bruxelles, 25 juin :

« Le général Daine est de retour de Paris, depuis samedi ; il en a apporté les projets nécessaires au prompt enrôlement des volontaires belges destinés à l'expédition d'Espagne.

» Il peut être vrai que le général Daine soit d'accord avec l'ambassadeur d'Espagne, à Paris, sur les bases de la formation d'une légion belge; il peut être tout aussi exact encore, que M. Jean Palmaert ait conclu avec le ministre Toréno, son protecteur intime, un marché avantageux pour fournir 12,000 hommes, des armes, munitions, habillemens, au gouvernement de la très-jeune Isabelle, souverainement dirigé par le même Toréno.

» Mais ce qu'il y a de positif, ce qui se dit hautement dans les salons, par les personnes les mieux informées, c'est que depuis dix jours, il s'est opéré un changement complet dans les dispositions de Léopold. Je dois d'abord vous mettre au courant des faits, j'essaierai ensuite de vous initier à leurs causes.

» 1° Sur les propositions de la France et de l'Angleterre, Léopold et ses ministres avaient adhéré à la levée d'une légion forte de 12,000 hommes au moins, à l'exportation de 30,000 fusils, achetés chez les fabricans ou pris provisoirement dans les dépôts de la guerre, sauf à les y réintégrer au fur et à mesure du confectionnement des nombres entrepris. Le trésor belge devait faire les avances de fonds, sous la garantie pour les deux tiers par les cabinets de Londres et de Paris. Quant à l'autre tiers, Léopold s'était réservé de prendre des arrangemens directs avec le gouvernement espagnol.

» 2° M. Carasco se rendit en toute hâte de Paris à Bruxelles, porteur de pouvoirs suffisans pour terminer cette négociation, et autorisé à fournir au gouvernement belge, toutes les garanties qu'il pourrait exiger. A son débotté, M. Carasco se présenta chez M. De Meulenaere, ministre des affaires étrangères, auquel il avait été annoncé par dépêches officielles. M. De Meulenaere, était parti pour Bruges depuis deux jours, afin de soigner sa santé délabrée par excès de paresse, et de veiller à une légère indisposition de madame De Meulanere.

» 3° Étourdi de la disparition du ministre près duquel il était fortement recommandé par MM. Thiers et Lehon, M. Carasco en s'adressa à Nothomb, qui le reçut diplomatiquement, c'est-à-dire évitant de prendre des engagemens.

» 4° Dès cet instant, M. Carasco se douta qu'il était joué, avec M. Argais, chargé d'affaires d'Espagne, et homme fort capable de l'éclairer sur la nullité des conseillers de Léopold et les intrigues du parti qui le dirige, lui et ses ministres.

» 5° Le même jour, il y eut une nouvelle conférence entre MM. Carasco, Argais et Nothomb; ce dernier fit connaître les volontés de Léopold, qui, ne voulant pas compromettre le pouvoir exécutif devant la sévérité des chambres, exigeait le dépôt effectif des sommes nécessaires à la levée des volontaires et aux fournitures. Le premier versement devait être de 2,000,000 de francs numéraire; les paiemens suivans, assurés par une maison de banque d'Anvers ou de Bruxelles. Ne l'oubliez pas, Nothomb transmettait ici les intentions de son premier maître, tandis qu'il était devenu chaud partisan de l'enrôlement, tel que l'avait entendu le ministre (De Muelenaere), dont il exaltait la probité politique.

» 6° M. Carasco accéda conditionnellement aux propositions formulées par Nothomb; il demanda si la transaction, d'après ces bases, devait être rédigée en conseil des ministres ou seulement contractée avec le roi? Prenant l'initiative de changemens imprévus, Nothomb ajourna sa réponse jusqu'au lendemain matin.

(*La suite au prochain numéro.*)

A M. le Rédacteur du Journal de Luxembourg.

Monsieur,

Nous vous prions de vouloir bien, pour la satisfaction de nos parens et amis, insérer dans votre plus prochain numéro, le certificat ci-joint, délivré par les autorités de Grevenmacher; vous nous obligerez infiniment.

Recevez, etc.

ALTMEYER, fils. CLASEN, Catherine. Françoise et Susanne CLASEN.

Nous Bourgmestre et Membres de la régence de Grevenmacher, certifions que le sieur Auguste Clasen, marchand tanneur à Luxembourg, était pendant tout le tems qu'il habitait cette ville de Grevenmacher, toujours bon fils, bon père, bon frère, bon ami et bon époux; qu'il a su se concilier l'estime de tous ceux avec lesquels il était en relation; que jamais la moindre plainte n'a été portée à sa charge, ni aucun soupçon n'a plané sur lui, qu'il a quitté cette ville en 1819, non comme la calomnie l'accuse, mais en homme honnête et loyal, sans rester redevable de la moindre chose; qu'il a vendu par adjudications volontaires publiques, ses biens qu'il possédait ici, pour une somme très-considérable, afin de s'établir suivant le désir de madame son épouse à Luxembourg, le lieu natal de celle-ci et de lui.

Le présent à été délivré à la demande des enfans du sieur Clasen, pour en faire tel usage que bon leur semblera.

Fait à Grevenmacher, le 28 juin 1835.

Signés: C. HESS. MULLER. François SCHORN. J.-B. KNAFF. T. LAHR. D. KNAFF. M. WALS. DIETZ. G. SCHORN.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

On demande pour un bureau de commerce de cette ville, un APPRENTI. S'adresser à l'imprimerie du journal.

AVIS.

A LOUER pour 3, 6 ou 9 ans, à commencer le 1er janvier 1836, UNE MAISON, rue des Charbons, entre les propriétés de MM. Scheffer et Brimeyer.

S'adresser à Me NAMUR, avoué.

VENTE PAR ACTIONS
DE
LA GRANDE SEIGNEURIE
DE
KUNTSCHUTZ,
SITUÉE
EN SILÉSIE,

Consistant en château magnifique, beaucoup de bâtimens seigneuriaux, métairies, moulins, parcs, jardins, prairies, champs, forêts, etc., évaluée judiciairement à

UN MILLION 287,500 FLORINS.

Outre le gain principal, il y en a 25,100 en espèces, de fl. 33,750, 20,000, 10,000, 5000, 2000, 1125, 1000, etc., jusqu'à fl. 5.

LES TIRAGES DE CETTE VENTE AURONT LIEU IRRÉVOCABLEMENT
LE
20 JUILLET ET LE 22 SEPTEMBRE 1835,
A VIENNE,
Sous la garantie du gouvernement.

PRIX D'UNE ACTION: 20 FRANCS.

Sur six actions prises ensemble, *une septième de couleur rouge, gagnant forcément*, au moins une fois, sera délivrée gratis.

Les paiemens pourront se faire en effets de commerce, ou sur nos dispositions. — Prospectus français et envoi des listes, francs de port.

S'adresser directement, pour tout ce qui concerne cette vente, par lettres *non affranchies*, au dépôt général des actions, de

J. N. TRIER et Compe.
Banquiers et Receveurs-généraux, à Francfort-sur-Mein.

Bekanntmachung.

Höherer Anordnung gemäß, sollen Freitag, den 10ten Juli d. J., Vormittags neun Uhr, circa 64 3/4 Ohm alter gut reservirter rother Wein-Essig, an den Meistbietenden, gegen Baarzahlung, öffentlich versteigert werden. Die Licitations-Bedingungen können vom 20ten Juni c. ab, im Büreau des unterzeichneten Officii täglich eingesehen werden.

Luxemburg, den 16ten Juni 1835.

Approvisionnements-Magazin-Rendantur hiesiger Bundesfestung.

Am Donnerstage, 16ten laufenden Monats Juli, zwei Uhr Nachmittags, werden auf Ansuchen der Wittwe und Erben des verlebten Johann Evert, zeitlebens Eigenthümer und Gastwirth zu Bereldingen, öffentlich und auf Borg, erblich zugeschlagen:

a) Das schöne und geräumige Wohnhaus, sammt Scheuer, Stallungen und einem großen, davon abhangenden Garten, gelegen in gedachtem Bereldingen, an der Landstraße von Luxemburg nach Mersch, zu mehrern Hanthierungen geeignet und in der angenehmsten Gegend des Merscherthales.

b) Ein Stück Ackerland, gelegen hinten an gedachtem Garten.

c) Dann eine große Wiese, gegenüber dem Wohngebäude und Garten, stossend an die Landstraße und an die Alzette.

Die Versteigerung wird in dem Gasthause selbst statt finden.

Luxemburg, den 1sten Juli 1835. Majerus, Notar.

LUXEMBOURG. — IMPRIMERIE DE J. LAMORT, PLACE D'ARMES.